

Séance du Conseil Municipal du 19 décembre 2008

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean- Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

Mme DUQUESNE Céline au Dr. DONADEY Pierre, Maire
M. VRIGNON Bertrand à Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse
Mme SOUMATI Marie-Christine à Mme DOTTAIN Laurence
Melle DORDE Maéva à M. SALTON Gérard

Absent :

M. SIMON Raphaël

Secrétaire :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 21 novembre 2008 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

Séance du Conseil Municipal du 19 décembre 2008

Ouverture de la séance :

Sont retirées :

- une délibération relative au choix de l'entreprise concernant la 3^{ème} phase de la vidéosurveillance; le montant étant inférieur à 15 000 € HT, monsieur le Maire informe qu'un arrêté a été pris : l'entreprise CITELUM a été choisie pour effectuer cette 3^{ème} phase de la vidéosurveillance pour un montant de 11 233 € HT, soit 13 434.67 € TTC ;
- une délibération relative au choix du prestataire pour le contrôle de la station d'épuration ;
- une délibération relative à la composition de différentes commissions communales.

Sont rajoutées :

- une délibération relative au projet de l'école ;
- une délibération relative au dépôt complémentaire d'archives communales ;
- une délibération relative à une motion concernant la candidature de NICE aux JO d'hiver 2018

Madame HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point ; Amélioration de la route de Montagnac ; Offre de concours :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 25 septembre 2008 concernant la proposition de l'association Montagnac d'effectuer, entièrement à ses frais, divers travaux d'amélioration de la route de Montagnac.

Il expose au conseil municipal que cette association propose d'effectuer dans les mêmes conditions d'autres travaux dont la destination de ceux ci est la sécurisation de la route existante, ce qui bénéficiera à tous les usagers et plus particulièrement aux résidents du quartier Montagnac ;

L'association mettra en place le dispositif de sécurité nécessaire pendant la durée du chantier et précisera les dates des interventions pour l'obtention des arrêtés municipaux.

Ce programme consiste à améliorer l'entrée de la route au niveau du col de Nice.

Une réception des travaux attestera de la réalisation conforme de ces réalisations.

Cette participation volontaire de contribuables à la réalisation d'un équipement public et qui présente pour eux un intérêt personnel constitue une offre de concours.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour adopter cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte cette offre de concours telle qu'exposée ci-dessus,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Un débat s'engage sur la sécurité des voies communales notamment en cas d'incendie ; un maillage des routes est nécessaire et également des jonctions L'Escarène – Blausasc et L'Escarène – Lucéram.

2^{ème} point : Tarif trituration olives ; Moulin communal :

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer en vue de fixer le tarif de trituration des olives pour la campagne oléicole 2008-2009.

Considérant le tarif fixé comme ci-dessous applicable pour la campagne oléicole 2005-2006 :

- Un tarif de 65 € pour toute trituration par piste jusqu'à 200 KG d'olives ; (avec un minimum de 150 KG).
- 0.35 € par kilo supplémentaire d'olives au delà de ces 200 KG ; (même piste).

Considérant qu'il est nécessaire de réactualiser ces tarifs,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de fixer :

- Un tarif de 70 € pour toute trituration jusqu'à 180 KG d'olives ; (avec un minimum de 120 KG).
- 0.30 € par kilo supplémentaire d'olives au delà de ces 180 KG.

Le maximum par piste est fixé à 180 KG.

Dit que ce tarif sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2009.

3^{ème} point ; Elaboration du PLU : 2^{ème} Motion :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'un groupe de travail constitué de l'entier conseil municipal et d'un comité de suivi composé de personnes non élues travaille depuis près d'une année sur l'élaboration d'un PLU.

Lors de sa réunion du 7 avril 2008, ce groupe de travail a émis un souhait :

"Dans un souci de cohérence avec le conseil municipal il est demandé qu'un point soit fait à période régulière, tous les trois mois par exemple, pour s'assurer du soutien constant de l'ensemble du conseil",

Monsieur le Maire propose la motion suivante au vote à l'identique de ce qui a été voté le 01^{er} août 2008 :

« L'ensemble du conseil municipal atteste avoir eu connaissance de l'avancement des travaux d'élaboration du PLU par le groupe de travail constitué et de l'ensemble des 39 comptes rendus.

Le conseil municipal réitère son soutien au groupe de travail et le conforte dans la continuation de l'élaboration du PLU».

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

4^{ème} point : Projet de brûlage de 105 000 tonnes de déchets à la cimenterie Vicat :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le projet de brûlage de 105 000 tonnes de déchets dans la cimenterie Vicat vient d'être relancé par une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) suivi d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 28 novembre 2008.

Il rappelle qu'en 2006, l'assemblée départementale avait, par un vote unanime décidé, d'une part de faire réaliser une étude portant sur la qualité de l'air dans les Paillons et sur ses incidences en matière de santé publique, d'autre part de demander de surseoir au projet de co-incinération dans la cimenterie Vicat ainsi qu'à tout nouveau projet industriel tant que les conclusions de cette étude ne seraient pas connues.

Depuis, cette position de précaution s'est trouvée justifiée par les résultats officiels des mesures de la qualité de l'air dans les deux stations en fonctionnement dans les Paillons qui font apparaître une pollution élevée avec des dépassements très fréquents des valeurs limites notamment en poussières fines de moins de 10 microns.

Ajouter le brûlage de 105 000 tonnes de déchets aux activités actuelles alors que l'origine de la pollution et ses conséquences restent à déterminer est contraire au principe même de précaution.

Monsieur le Maire ajoute qu'avec ce projet de brûlage de déchets la circulation de camions poids lourds dans le secteur de Peillon va se trouver renforcée alors qu'elle est déjà insupportable et source d'une réelle dangerosité pour les riverains. Il informe le conseil que la commune de Peillon envisage de prendre un arrêté réglementant la circulation des poids lourds sur son territoire.

Le conseil municipal, ouï l'exposé du maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins deux abstentions, (Chantal HAVARD CORBIERE, François ZIZZO)

Considérant qu'il convient d'achever l'étude portant sur la qualité de l'air dans la vallée des Paillons et sur ses incidences en matière de santé publique, avant toute décision quant au projet de co-incinération dans la cimenterie Vicat ou de tout autre projet pouvant être source de pollution.

Considérant qu'il importe d'appliquer le principe de précaution devant les résultats officiels des mesures de la qualité de l'air dans les deux stations en fonctionnement dans les Paillons.

Considérant que l'augmentation de la circulation de camions poids lourds dans le secteur de Peillon, et par voie de conséquence la dangerosité du trafic, n'est pas supportable pas les riverains.

Regrette que Monsieur le Préfet n'ait tenu aucun compte de ces considérations et ait décidé d'autoriser le cimentier Vicat à co-incinérer 105 000 tonnes de déchets divers dans son usine de la Grave de Blausasc,

Décide de soutenir la commune de Peillon dans sa volonté de prendre un arrêté règlementant la circulation sur son territoire,

Décide de s'associer à tout recours concernant l'arrêté préfectoral autorisant le projet de co-incinération à la cimenterie Vicat.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'est depuis longtemps investi sur ce sujet et regrette le manque de concertation dans ce domaine.

Le passage des camions sur le territoire de la commune est également soulevé.

5^{ème} point ; Personnel communal : Convention de formation Hygiène et sécurité : Avenant à la convention avec Le CDG 06 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la convention passée avec le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes Maritimes à compter du 1^{er} janvier 2005 pour une durée de trois années, renouvelée une fois pour la même période, concernant une prestation de formation des agents territoriaux en matière d'hygiène et de sécurité.

Il précise que cette prestation a été mise en place par le Centre de Gestion, à la demande de plusieurs collectivités, afin de répondre aux préoccupations des autorités territoriales dans les domaines liés à l'hygiène et à la sécurité.

Il informe et donne lecture au conseil d'un projet d'avenant actualisant les participations financières des collectivités et établissements publics à ces actions de formation.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer cet avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à signer l'avenant à cette convention, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes Maritimes,

Dit que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets des exercices correspondants.

6^{ème} point ; Subvention aux associations :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors de la présentation du Budget Primitif 2008, un montant global de 56 000 euros a été voté pour l'attribution de subventions aux associations.

Un montant de 35 060 € a déjà été attribué.
Le montant restant est donc de 20 940 €.

Le conseil municipal est appelé à délibérer sur l'attribution d'une subvention au foyer socio éducatif du collège François Rabelais de L'Escarène,

Considérant la demande de cette association,
Considérant l'intérêt local de celle-ci,
Considérant les crédits disponibles au chapitre 6574 du budget de la commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'attribuer au foyer socio éducatif du collège François Rabelais de L'Escarène un montant de 200 € et à l'office de tourisme de L'Escarène un montant de 300 €.

Le montant restant est de 20 440 €.

7^{ème} point ; Election des représentants au CCAS ; Modificatif :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération du 29 mars 2008 relative à l'élection des représentants au CCAS.

Suite à la démission de trois élus, mesdames CAVANI et PASTOR et monsieur BLOUET, il convient de remplacer ceux-ci.

Il donne lecture du Code de l'action sociale et des familles et du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Décide de procéder à l'élection des représentants du CCAS à main levée, et désigne à l'unanimité :

- Mme DUQUESNE Céline
- Mme DOTTAÏN Laurence
- M. ZIZZO François

remplaçant les trois membres du conseil municipal démissionnaires au conseil d'administration du CCAS.

8^{ème} point ; Election des représentants aux organismes extérieurs ; modificatifs :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les délibérations des 29 mars, 25 avril et 25 septembre 2008 relatives à l'élection des représentants aux organismes extérieurs

Suite à la démission de plusieurs élus, il convient de rectifier ces délibérations.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

1) Décide de procéder à l'élection des représentants à la **Chambre des Métiers** à main levée, et désigne à l'unanimité :

- Dr. DONADEY Pierre
- M. DEBOST Bernard

2) Décide de procéder à l'élection des représentants à l'**association pour le développement du Pays des Paillons** à main levée, et désigne à l'unanimité le titulaire et le suppléant manquants :

TITULAIRE : BARRIOS BRETON Marie Thérèse

SUPPLEANT : VALLAURI Jean Claude

COMPOSITION après le vote :

TITULAIRES : DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse

SUPPLEANTS : REYNAUD Gilles, VALLAURI Jean Claude

3) Décide de procéder à l'élection des représentants au **collège de CONTES** à main levée, et désigne à l'unanimité :

TITULAIRES : REYNAUD Gilles, HAVARD CORBIERE Chantal

SUPPLEANTS : BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SOUMATI Marie Christine

4) Décide de procéder à l'élection des représentants du **Conseil d'école du Groupe scolaire « Les Tilleuls »** à main levée, et désigne à l'unanimité le suppléant manquant :

Mme Marie Christine SOUMATI

COMPOSITION après le vote :

TITULAIRES : DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse

SUPPLEANTS : DUQUESNE Céline, SOUMATI Marie Christine

5) Décide de procéder à l'élection des représentants du **SITALPA** à main levée, et désigne à l'unanimité :

TITULAIRE : HAVARD CORBIERE Chantal

SUPPLEANT : DOTTAI Laurence

6) Décide de procéder à l'élection du représentant à l'**ASA des Prés Inférieurs** à main levée, et désigne à l'unanimité :

M. Jean-Claude VALLAURI

9^{ème} point ; Projet extension Groupe scolaire «Les Tilleuls» :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la nouvelle municipalité a travaillé depuis son installation sur le projet de l'extension du Groupe Scolaire «Les Tilleuls».

Il informe l'assemblée que celui-ci pourrait être implanté sur la partie Sud du stade de football qui pourra ainsi être mis aux normes en configuration à sept joueurs avec une piste d'athlétisme.

Le coût des travaux est estimé à 1 500 000 € HT pour une superficie bâtie de 700 m² environ, le montant total du projet est évalué à 1 800 000 € HT.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN qui sera également chargé de rechercher un maître d'œuvre pour la réalisation de cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, (Gilles REYNAUD),

Adopte le projet tel qu'exposé ci-dessus, estimé au total à 1 800 000 € HT ;

Décide de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN qui sera également chargé de rechercher un maître d'œuvre pour la réalisation de cette opération.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

*Le choix de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée au SILCEN a été débattu au préalable.
La création d'un syndicat intercommunal spécifique n'était pas recommandé par la Préfecture et la création d'un syndicat à vocation unique de construction n'était pas souhaité par la commune du Touët.*

10^{ème} point ; Dépôt complémentaire d'archives communales :

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'afin de préserver les archives de la commune, il conviendrait de les répertorier et de les protéger.

Il informe qu'un premier dépôt de nos archives anciennes a été effectué aux Archives départementales et propose de faire un dépôt complémentaire aux Archives Départementales qui pourront :

- 1) Conserver en leurs murs les archives (antérieures à 1946) qui pourront être ainsi protégées parce que conservées dans de meilleures conditions ;
- 2) Classer, répertorier ces archives et réaliser un inventaire détaillé qui nous sera fourni et sera en permanence accessible sur internet pour simplifier la consultation ;
- 3) Stocker ces documents de manière plus accessible où elles seront mieux exploitées par les historiens.

La commune reste propriétaire des documents confiés et peut en avoir communication le cas échéant.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, notamment son article 1 qui dispose que les communes règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence,

Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le code général des collectivités territoriales, en sa deuxième partie relative aux archives communales,

Vu la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008, article 211-11 et 12 relative aux archives,

Considérant le compte-rendu d'inspection daté du 20.09.2005, suite au rapport de visite de madame Cavalié et de monsieur Clastres des Archives Départementales en date du 24.07.2008, en présence de monsieur Renaudo, conseiller municipal,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de confier aux Archives Départementales les documents suivants :

- Registre de délibérations du bureau de bienfaisance (1878-1925)
- Registre de déclarations des nourrices (1880-1925)
- Registre de délibération de la Société de secours La Fraternelle (1888-1954)
- Registre des cotisations de la Société La Fraternelle (1950-1968)
- Livre de compte de la Société de secours La Fraternelle (1938-1969)
- Registre du Syndicat du Chemin de Roccacarina (1922)
- Registre des délibérations de l'Association syndicale libre du Chemin de Montagnac (1925-1935)

11^{ème} point ; Candidature Officielle de Nice Côte d'Azur à l'organisation des Jeux Olympiques 2018 :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'association des Maires des Alpes-Maritimes apporte son entière adhésion à la candidature officielle de Nice Côte d'Azur à l'organisation des Jeux Olympiques 2018.

Il souhaite que l'assemblée unisse ses forces afin d'obtenir le privilège de devenir la terre d'accueil des J.O en 2018, et apporte son soutien actif à ce projet d'envergure internationale.

Le soutien à la candidature de Nice est conditionné par la fierté que peut représenter l'organisation d'un événement d'une telle ampleur mais on peut aussi y voir l'expression d'ambitions économiques nécessaires à notre département.

En effet, l'impact des J.O. dans le domaine économique peut être très positif, notamment en termes d'emplois et d'infrastructures permettant un développement cohérent de l'ensemble du département, la mise en valeur de tout l'arrière pays niçois et le développement du transport collectif dont les voies ferrées.

Grâce à l'organisation des Jeux, la ville bénéficiera d'une image planétaire favorable, ce qui profitera au développement du tourisme.

Enfin, l'impact social du sport sera considérable et donnera une image moderne de notre département.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, par douze voix pour et une voix contre, (Chantal HAVARD CORBIERE),

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus décidant de soutenir officiellement la candidature de Nice Côte d'Azur à l'organisation des Jeux Olympiques 2018.

Questions diverses :

Monsieur le maire informe que suite aux intempéries survenues pendant la période du 13 au 15 décembre, une demande de catastrophe naturelle va être déposée prochainement en Préfecture.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.
De nombreuses questions ont été posées auxquelles la municipalité a répondu.**